

MAIRIE DE LABRUYERE

**Règlement de consultation
(R.C.)**

Règlement de consultation

Procédure adaptée - Articles L. 2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à 7 du Code de la Commande Publique

Références de la mise à concurrence :

Consultation du 16,10,2025

Objet du marché :

CONSTRUCTION d'un BATIMENT COMMUNAL sise rue des MARAIS
60140 - LABRUYRE

Maître d'Ouvrage :

Commune de LABRUYERE

Date et heure limites de réception des offres

28,11,2025

Les plis devront obligatoirement être remis sur le profil acheteur dans les conditions définies dans le présent document.

Toute remise sous une autre forme entrainera le rejet de la proposition du candidat

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

1.1 Nature et étendue de la prestation

La présente consultation fait suite à une déclaration sans suite.

L'opération de travaux a pour objet la rénovation d'un local commercial sise 11 rue d'Amiens à GRANDVILLIERS

Cette opération de travaux est divisée en 7 Lots Les marchés qui seront conclus à la suite de la procédure engagée auront pour objet l'exécution de :

LOT N°1 - VRD

LOT N°2- MACONNERIE - OUVRAGES EN BA

LOT N°3- OSSATURE BOIS- CHARPENTE BOIS - BARDAGE EN CLINS DE BOIS

LOT N°4- COUVERTURE EN BAC ACIER DOUBLE PEAU

LOT N°5- MENUISERIES EXTERIEURES - en aluminium - VOLETS ROULANTS6 SERRURERIE

LOT N°6- MENUISERIES INTERIURES - CLOISONS-DOUBLAGES - ISOLATION THERMIQUE

LOT N°7- PLOMBERIE-SANITAIRE- PRODUCTION EAU CHAUDE

LOT N°8 - ELECTRICITE- CHAUFFAGE ELECTRIQUE-VMC-ALARME

LOT N°9- CARRELAGE -FAIENCE-

LOT N°10- PEINTURE NETTOYAGE

1.2 Décomposition en tranches/phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Il est prévu une décomposition en tranches définies comme suit

-tranche ferme

1.3 Durée du marché - Reconduction

La durée du marché et les délais d'exécution figurent au contrat valant acte d'engagement

Le marché ne sera pas reconduit.

1.4 Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

1.5 Limite à la sous-traitance

Sans objet.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie par le Pouvoir Adjudicateur dans le respect des dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à 6 du Code de la Commande Publique et selon les modalités particulières suivantes.

La procédure mise en œuvre est adaptée ouverte avec possibilité de négociation.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financières et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Les candidats remettront au Pouvoir Adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le Pouvoir Adjudicateur analysera la valeur des offres des candidats (dont la candidature aura été admise dans le cas d'une analyse des compétences, références et moyens des candidats en amont).

Le Pouvoir Adjudicateur éliminera les offres inappropriées, décidera s'il admet ou non les offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats, puis engagera ou non les négociations pour l'ensemble des offres sélectionnées. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les candidats sont avertis que la négociation ne peut porter ni sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché tels qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les solutions proposées ou les informations confidentielles communiquées par un candidat lors de la négociation ne peuvent, sauf son accord, être révélées aux autres candidats par le Pouvoir Adjudicateur.

Les candidats dont les offres auront été admises à la négociation seront, individuellement, via le profil acheteur, soit :

- invités à remettre leur offre finale (distinctement par lot, pour la solution de base et pour chaque variante)

- invités aux séances (si plus d'une séance est nécessaire) de négociation (en présentiel ou distanciel). La convocation mentionnera le lieu, la date, l'heure et la durée. Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estimera la phase de négociation terminée, il invitera les candidats à remettre leur offre finale (distinctement par lot, pour la solution de base et pour chaque variante)

Il est rappelé qu'à tout moment, le Pouvoir Adjudicateur peut déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général. En pareil cas, les candidats en seront informés.

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

2.2. Intervenants

Une mission de Maîtrise d'Œuvre est confiée à Mr GERARD PLATEAUX

Il est titulaire d'une mission complete

Une mission de coordination en matière de sécurité et de santé est assurée par

le BUREAU DE CONTROLE SOCOTEC

2.3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- présent règlement de consultation et ses annexes
- pièces communes :
 - ❖ contrat valant acte d'engagement et CCAP et ses annexes (planning prévisionnel, ...)
 - ❖ CCTP
- documents graphiques :
 - ❖ plans

Il est précisé qu'il revient aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble du dossier, pour en avoir une connaissance complète. Aucune réclamation ne sera acceptée pour méconnaissance des contenus des autres lots.

2.4 Variantes

La proposition de variantes facultatives est autorisé.

2.4.1 Exigences minimales requises

Les variantes consistent en une modification de certaines spécifications des prestations décrites aux cahiers des charges. Elles peuvent conduire à des propositions techniques plus performantes et/ou à des propositions financières plus intéressantes.

Le ou les projets de variante proposés devront toutefois respecter les exigences suivantes :

- obtenir l'approbation du Maître d'Ouvrage, le titulaire ayant une obligation de résultat dans le cadre de son offre
- respecter le projet dans tous les domaines (données, besoins, contraintes, exigence du programme....)
- intégrer l'ensemble des incidences techniques, financières.
- ne pas générer de contraintes financières supplémentaires au regard de l'exploitation ultérieure
- être d'un niveau de qualité équivalent aux niveaux de qualités demandés en base, en particulier pour ce qui concerne la pérennité des ouvrages.

2.4.2 Modalités de présentation des variantes

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Les variantes seront analysées sous réserve que le candidat ait répondu intégralement à la solution de base.

La proposition d'une offre avec variante sera présentée dans un contrat distinct de celui de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante. Le candidat présentera un document par variante proposée.

Les candidats indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base :

- les rectifications à apporter, éventuellement, au marché
- les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées.

D'une manière générale, le candidat engage sa responsabilité sur la variante présentée, et assumera les conséquences éventuelles, de toute nature, qui en découleraient lors de l'exécution et pendant les périodes de garanties.

De plus l'Entreprise s'engage à répondre aux éventuelles questions, demandes de documents ou d'informations complémentaires émanant du Maître d'Œuvre pendant la période d'analyse des offres.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne comporte pas de PSE.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.7 Mode de dévolution

L'opération est divisée en lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise générale

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

SANS OBJET

2.8 Réalisation de prestations similaires

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats peuvent effectuer une visite des lieux d'exécution du marché avant la remise de leur offre, dans le respect des mesures sanitaires mises en place par la collectivité et de leur stricte application, en sus de celles imposées par le gouvernement.

Ils formuleront, au préalable, leur demande auprès de :

Mairie de LABRUYERE

Les éventuelles questions seront adressées par les entreprises au Pouvoir Adjudicateur dans les conditions de l'article 7 ci-après.

ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats devront télécharger l'ensemble du dossier de consultation des entreprises sous forme électronique mis à disposition sur le profil d'acheteur via le site: [marches securises.fr](#) ▶annonces ▶toutes les annonces en cours ▶nom de la collectivité dans "mot-clé").

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir Adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx en version Microsoft Office 2013 ou antérieurs (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- le cas échéant, le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le profil d'acheteur: [marchessecurises](#) (onglet pratique - téléchargements).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

En cas de retrait du dossier de consultation en mode anonyme, il est recommandé aux candidats de revenir sur le portail internet au minimum 2 semaines avant l'expiration pour vérifier si le dossier a été mis à jour, et s'il y a eu des questions / réponses qui n'auraient pas pu être envoyées du fait de l'anonymat.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse

électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher ou par mail à **marches securises**

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les dispositions de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et du décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ne font plus obligation au candidat, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée. La signature ne sera ainsi exigée qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché avec l'attributaire désigné. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement le contrat qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat ou chaque membre du groupement candidat aura à produire les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française, selon l'ordre et la présentation ci-après.

4.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures (1^{er} sous-dossier)

➤ lettre de candidature comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation

Pour la présentation de leur lettre de candidature, les candidats devront utiliser le formulaire DC1 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère

de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

➤ déclaration sur l'honneur (cf. annexe 2 du présent RC) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 (version en vigueur) ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

➤ le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet

➤ attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

4.2 Eléments nécessaires à la sélection des offres (2^{ème} sous-dossier)

- contrat valant acte d'engagement et document joint à compléter par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement. Le contrat ne sera signé que par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant
- attestation d'acceptation sans réserve du CCTP (cf. annexe 1 du présent RC), datée par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement
- décomposition du prix global et forfaitaire et non actualisable et non révisable document à établir sous format Excel et à dater par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement
- variante(s) à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article 2.4 ci-dessus
- mémoire technique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa prestation

Ce document comprendra toutes justifications et observations que le candidat jugera utile et devra détailler également les mesures et coûts liés à la prise en charge du Covid-19.

Les documents remis par le Pouvoir Adjudicateur mentionnés à l'article 2.3, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le Maître d'Ouvrage font foi.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI DES PROPOSITIONS

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

Les propositions devront être remises sous forme dématérialisée sur le profil d'acheteur via le site [marches securises](#) consultation concernée ► lien "déposer un pli").

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

5.1 Conditions de dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la deuxième page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception des candidatures et des offres correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après ces date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le Pouvoir Adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .docx ou .xlsx en version Microsoft Office 2013 ou antérieurs
- le cas échéant, le format DWF

- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le Pouvoir Adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

En cas de format différent, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature et/ou l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

5.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <http://marchessecurises.info> (onglet "pratique") et que toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique -marchessecurises

Chacun des "dossiers" ou "répertoires" électroniques intégrés dans le "pli" électronique transmis formant la candidature ou l'offre devront être nommés de la façon suivante :

- candidature :
 - ❖ 1 - DC 1
 - ❖ 3 - attestation sur l'honneur
 - ❖ 4 - jugement de redressement judiciaire le cas échéant
 - ❖ 5 - attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
- offre :
 - ❖ 1 - contrat valant acte d'engagement
 - ❖ 2 - DPGF
 - ❖ 3 - attestation d'acceptation sans réserve du CCTP
 - ❖ 4 - mémoire technique

Les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. Le Pouvoir Adjudicateur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. La taille maximum acceptée pour le dépôt des plis est de 400 Mo.

En application des articles R.2144-1 à 7 du Code de la Commande Publique, seront éliminées, sous réserve d'une demande éventuelle de complétude :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation
- les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques, et financières suffisantes au regard de la prestation à réaliser
- les candidatures restées incomplètes après demande éventuelle de complétude par le Pouvoir Adjudicateur

En application des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la Commande Publique, pourront être éliminées :

- les offres dites irrégulières (offres qui ne respectent pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elles sont incomplètes, ou qui méconnaissent la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale)
- les offres dites inacceptables (offres dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure)
- les offres dites inappropriées (offres sans rapport avec le marché public parce qu'elles ne sont manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre aux besoins et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation)

6.1 Critères de sélection des offres

Le Pouvoir Adjudicateur choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants pondérés :

- 40%- valeur technique de l'offre appréciée en fonction du mémoire technique
- 40% - sur le cout prestations
- 20%- sur le respect du planning des travaux

C'est sur le nombre de points acquis par le prestataire pour chaque critère que s'appliquera la pondération, ce qui donnera lieu à l'attribution d'une note permettant d'opérer le classement (valeur arrondie au centième supérieur). L'offre ayant obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère}.

6.2. Attribution des points

- sur le critère "valeur technique" jugement sur un total de 30 points (avant pondération)

La valeur technique sera évaluée sur la base des informations contenues dans le mémoire technique produit à l'appui de son offre par le candidat.

Le mémoire technique sera jugé et crédité d'un nombre de points fixé au maximum à 30.

Toutes ces données doivent concerner la seule agence qui fait l'offre et être en cours de validité au moment de la remise de l'offre.

Dans le détail, la répartition des points s'opérera de la manière suivante :

- ❖ adéquation des moyens humains et matériels affectés à l'exécution de l'opération (10 points)
- ❖ qualité des matériaux et des équipements techniques que le candidat met en œuvre pour la réalisation des travaux (10 points)
- ❖ méthodologie d'intervention et adéquation des mesures prises pour la réalisation des travaux en site occupé (10 points)
- sur le critère "prix des prestations" jugement sur un total de 30 points (avant pondération)

L'analyse du prix des prestations portera sur le montant total hors taxes figurant au contrat.

L'offre financière la moins onéreuse et recevable (c'est à dire pour laquelle il n'a pas été démontré que les prix présentaient un caractère anormalement bas et qui remplit les conditions de recevabilité sur le plan de la valeur technique) sera créditée du maximum de 30 points (avant pondération).

Pour les autres candidats, le nombre de points (P) affecté à chaque offre est calculé de la manière suivante :

$$P = 30 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre considérée}).$$

6.3 Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du Pouvoir Adjudicateur :

- les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique à savoir notamment :
 - ❖ certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
 - ❖ pièces prévues aux articles L.2312-27, R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du Code du Travail
 - ❖ extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent
 - ❖ certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés (AGEFIPH)
 - ❖ jugement de redressement judiciaire le cas échéant
- l'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

L'attributaire sera tenu de déposer ses attestations sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : **marchessecurises**

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article "éléments nécessaires à la sélection des candidatures", en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Dès réception de l'ensemble des documents visés ci-dessus, l'attributaire sera invité à signer son marché. En cas de défaut de signature dans le délai prescrit par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'attribuer et de signer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, 8 jours minimum avant la date limite de remise des offres, leur demande via le profil d'acheteur (via le lien affiché sur l'avis concerné sur internet en cliquogramme "enveloppe" ou lien "correspondre avec l'Acheteur" de la consultation concernée

ou GERARD PLATEAUX

architecte

28 rue des Jacinthes

60000- BEAUVAIS

tél:06,80,05,36,50

gerard,plateaux@laposte.net

L'ensemble des réponses apportées sera répertorié sur votre espace au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, et une alerte vous sera envoyée sur l'adresse courriel enregistrée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur identité, ni leur positionnement technique ou compétitif. En effet, la réglementation impose d'adresser le texte intégral de la question, avec la réponse, à tous les candidats.

Il sera répondu par voie orale éventuellement

INTERIEURES -CLOISONS-DOUBLAGES- ISOLATION
THERMIQUE
LOT N°7- PLOMBERIE-SANITAIRE-PRODUCTION EAU CHAUDE
SANITAIRE
LOT N°8-ELECTRICITE – VMC – CHAUFFAGE ELECTRIQUE-
LOT N°9- REVETEMENTS DE SOLS et MURAUX
LOT N°10- PEINTURE - NETTOYAGE

Conditions relatives au contrat

Cautionnement Retenue de garantie de 5 pour cent du montant (T.T.C.) du marché ou garantie à première demande pour couvrir les réserves à la réception des travaux selon les modalités du marché. Garantie de parfait achèvement de 1 an après réception. Garantie à première demande à constituer en cas d'avance couvrant la totalité de son montant.

Financement Paiement à 30 jours par virement. Prix actualisable. Prix global et forfaitaire. Possibilité de nantissement ou de cession de créances. Modalités de financement : subvention et/ou fonds propres (autofinancement et emprunt).
Il n'a pas d'avance

Forme juridique Le mode de dévolution du marché est défini dans le règlement de consultation.

Autres conditions Conditions particulières d'exécution : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Les éléments nécessaires à la sélection des candidatures et à l'attribution du marché sont précisés dans le règlement de consultation (art. 4.1 et 6.3)

Marché réservé : Non

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

50 % : Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique

40% : Prix

10%- sur le respect du planning des travaux

Renseignements Correspondre avec l'Acheteur

Documents Règlement de consultation
Dossier de Consultation des Entreprises

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Documents payants : Non

Offres Remise des offres le 28,11,2025 à 12h au plus tard.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée, l'euro.
Validité des offres : **6 mois** , à compter de la date limite de réception des offres.

Dépôt Déposer un Pli dématérialisé- marches securises